



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación

www.ei-ie.org

Mondes de

n° 35 / Septembre 2010

l'Éducation



Reportage spécial : les Objectifs du Millénaire pour le développement doivent être atteints!

Sommaire

> Education

Afrique du Sud : le sommet sur l'éducation	3
La journée mondiale des enseignants	4
Sommet sur les Objectifs du Millénaire en septembre 2010	6
Forum ministériel du E-9 sur l'éducation	8
L'éducation sort perdante des Sommets du G8 et du G20	9
Une réforme scolaire complète en Israël	10
Les dangers de la déprofessionnalisation des enseignants en Inde	11
France : le sport au cœur de l'éducation	12
Le guide de l'UCU pour les carrières des enseignants	13
Adobe, partenaire en faveur de l'éducation	14
Les enseignants et le défi des réseaux sociaux	15
Droits d'auteur : pas de « cadenas numériques » pour l'éducation	16
La campagne mondiale pour des services publics de qualité	17
Interview de Sharan Burrow	18

> Egalité

Une vidéo pour promouvoir l'égalité des genres	20
La conférence mondiale des femmes de l'IE	22
Formation d'enseignants pour enfants handicapés au Vietnam	23

> Solidarité

Les syndicats à la Conférence Internationale sur le VIH-SIDA	24
Le programme EPT-SIDA forme des enseignants au Ghana	25
Les enseignants du Kosovo coopèrent à la réconciliation	26

> Droits humains

Le Honduras, un an après le coup d'état	28
Vers des syndicats démocratiques en Asie centrale	30

Le travail de l'IE est ancré dans ses valeurs



©IE

Où que vous portiez votre regard, vous verrez des services d'éducation menacés de démantèlement et de scission en éléments concurrents, à l'agonie en attendant les investissements dont ils manquent cruellement. Mais il existe un autre avenir pour nos écoles et nos services publics, un avenir où les enseignants et les élèves n'auront pas à payer le prix de la crise des banques.

Les affiliés de l'IE continuent à se battre pour un avenir où des impôts équitables - et non des coupes sauvages - réduisent les déficits budgétaires. Où les primes perçues par les spéculateurs boursiers seraient imposées, où les opérations des banques seraient taxées et où les milliards perdus en raison de l'évasion fiscale des super-riches seraient limités, voilà le moyen de garantir des services et une reprise.

De l'Amérique au Zimbabwe, nos membres savent que les coupes dans les budgets de l'éducation vont avoir des effets dévastateurs sur les services publics. Les gouvernements qui pratiquent des coupes sauvages dans les budgets à une vitesse vertigineuse, sans consulter les syndicats d'enseignants, sont souvent mus par l'intérêt des profiteurs et non par les besoins des enseignants ou des enfants.

L'IE continuera à coordonner des actions communes en vue du sommet des Nations Unies sur les Objectifs du Millénaire pour le développement et de la conférence du Conseil des Global Unions sur des services publics de qualité. La Journée mondiale des enseignants d'octobre sera l'occasion pour les syndicats de l'éducation de parler d'une seule voix et de placer clairement les enseignants au cœur de la reprise.

Nous serons plus forts si nous parvenons à nous faire entendre au-delà de notre mouvement et si nous incitons d'autres personnes à adhérer à notre cause. Nous devons continuer à créer des coalitions avec des parents, des administrateurs et des professionnels de l'éducation afin de mener campagne dans nos communautés et d'inciter des gens ordinaires à participer. En développant une alliance progressiste, nous pouvons contrecarrer les approches régressives visant à déprofessionnaliser l'enseignement, y compris celles où des volontaires remplacent des enseignants qualifiés et celles où les enseignants sont de plus en plus évalués sur la base de critères normalisés et des notes obtenues par leurs élèves. Un déterminant essentiel d'une profession est que ses normes soient élaborées par ceux qui l'exercent et non sans eux. Les affiliés de l'IE doivent s'engager dans l'élaboration de politiques éducatives avec les autorités et s'installer avec fermeté au volant afin d'assurer leur développement professionnel.

Fred van Leeuwen, Secrétaire général de l'IE

Education

Afrique du Sud : Le sommet sur l'éducation après celui sur le football

Par Claude Carroue

Le 11 juillet, quelques heures avant la finale de la Coupe du monde de football entre la Hollande et l'Espagne, le Président de l'Afrique du Sud, Jacob Zuma a convié tous les dirigeants du monde à un sommet sur l'éducation à Pretoria.

Zuma, qui a été invité à venir s'exprimer lors du Congrès mondial de l'IE en Afrique du Sud l'an prochain, a expliqué que la date du sommet a été déterminé par le fait que « l'organisation du premier tournoi de la Coupe du monde de football sur le sol africain devrait être le témoignage d'un héritage à long terme et que l'investissement le plus important pour le futur d'une nation est l'éducation ».

Ayant débattu de la politique pour l'éducation, les dirigeants ont publié une déclaration commune mentionnant : « Alors qu'il ne nous reste plus que cinq ans avant 2015, nous nous trouvons à un tournant crucial de la réalisation des objectifs de l'Education pour tous (EPT). Les efforts faits par la communauté internationale et destinés à accroître le nombre d'opportunités dans le secteur de l'éducation primaire, ont été faits au détriment de la qualité de l'éducation, de l'apprentissage et de l'alphabétisation des jeunes et des adultes ainsi que d'autres objectifs éducationnels. Il est clair que de graves et persistantes inégalités viennent entraver les progrès au sein des pays et des populations.

« Si nous considérons les tendances actuelles, nous sommes sur le point de



© DPA/Reporters

Le Président sud-africain Jacob Zuma prend la parole avant le match d'ouverture de la Coupe du monde en Afrique du Sud.

ne pas réaliser les objectifs de l'EPT et notamment l'éducation universelle dans le primaire et l'égalité des genres dans l'éducation. Si nous ne changeons rien, nous laisserons 56 millions d'enfants hors de l'école et 710 millions d'adultes ne sachant ni lire ni écrire. C'est inacceptable. »

La déclaration se poursuit en disant : « Nous demandons à la communauté internationale d'insister sur l'éducation et d'accroître ses efforts destinés à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement. Cependant, faire en sorte que davantage d'enfants aillent à l'école n'est pas suffisant. Nous devons nous assurer que les étudiants quittent leur école en ayant les bagages nécessaires qui leur permettront de commencer leur vie d'adulte et d'entrer dans le monde du travail pour faire partie de la main d'œuvre. »

Le sommet de Pretoria entrainé dans le cadre de l'initiative 1BUT, organisée par la Campagne mondiale pour l'éducation (CME) et soutenue par la FIFA, l'organisme international de réglementation du football. De nombreuses activités ont été coordonnées afin d'attirer l'attention des spectateurs de la Coupe du monde sur l'objectif visant à faire aller davantage d'enfants à l'école.

Assibi Napoe, Coordinatrice régionale principale de l'IE et membre du Bureau exécutif de la CME a déclaré : « 72 millions d'enfants ne vont pas à l'école et plusieurs millions d'autres ne peuvent se prévaloir d'une éducation de qualité. C'est une situation inadmissible. L'IE collabore avec ses affiliés et autres partenaires afin de garantir que l'éducation reste en première ligne du programme international. » III

Education

Célébrez la Journée Mondiale des enseignants le 5 Octobre

Par Harold Tor et Monique Fouilhoux

La Journée mondiale des enseignants est célébrée chaque année le 5 octobre. Cette année, cette journée mettra en lumière le rôle que joue la profession enseignante pour encourager et maintenir la reprise post-crises.

La reprise commence par les enseignants

Lors de la Journée mondiale des enseignants, des centaines de milliers d'élèves, de parents et de militants du monde entier rendront hommage à tous les enseignants qui ont été directement ou indirectement touchés par une crise sans précédent. Que ce soit lors d'une crise humanitaire, comme les séismes qui ont frappé Haïti ou la Chine, ou lors de la crise économique mondiale qui a dévasté de nombreuses économies développées l'an passé, le rôle des enseignants et autres travailleurs de l'éducation est vital à la reconstruction sociale, économique et intellectuelle.

Origines de cette journée

La Journée mondiale des enseignants a été célébrée pour la première fois en 1994. Elle marque l'anniversaire de la Recommandation conjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Organisation internationale du Travail (OIT) concernant la condition du personnel enseignant, signée en 1966.

Cette Recommandation souligne les droits et les responsabilités des travailleurs de la profession, et est fortement promue par l'Internationale de l'Éducation comme document de fond devant être mis en œuvre par les gouvernements du monde entier.

Depuis la signature de la Recommandation de l'UNESCO concernant la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur en 1997, la Journée mondiale des enseignants est également célébrée par les collègues de l'enseignement supérieur et du secteur de la recherche.

Comment participer ?

Par le biais des affiliés de l'Internationale de l'Éducation (IE), les enseignants du monde entier organiseront des événements nationaux et régionaux pour célébrer l'événement. De l'Italie à la Gambie en passant par la Nouvelle-Zélande et le Venezuela, les enseignants et les élèves participeront à des manifestations et à des marches en l'honneur de la profession et du rôle unique qu'elle joue pour soutenir la reprise de l'économie. De nombreux syndicats d'enseignants décerneront également des prix à des enseignants exceptionnels, comme en Azerbaïdjan ou au Canada. D'autres organisations d'enseignants adopteront une approche novatrice, comme par exemple le National Union of the Teaching Profession (NUTP) en Malaisie, qui organisera un « Walkathon » pour les enseignants. Les syndicats d'enseignants de différents pays s'unissent également dans l'organisation d'événement, tels que des conférences sur l'éducation en Bosnie, organisées par l'Independent Trade Union of Primary School Education en Bosnie et l'Utdanningsforbundet, de Norvège.

CHACUN est invité à participer aux célébrations !

Pour vous aider à organiser un large éventail d'activités, l'IE et l'UNESCO ont conjointement réalisé une affiche qui sera disponible en sept langues (anglais, français, espagnol, allemand, arabe, russe et chinois).

Sur le site Internet de la Journée mondiale des enseignants, vous serez invité à utiliser pleinement les fonctionnalités interactives prévues pour l'occasion :

► **Tweeter** : Si vous marquez vos tweets de la Journée mondiale des enseignants du code #wtd2010 sur Twitter, vos tweets apparaîtront sur le site Internet de la Journée mondiale des enseignants !

► **Flickr** : Sur Flickr, vous pouvez publier les photos de vos événements dans la galerie de la Journée mondiale des enseignants. Pour de plus amples informations sur Flickr, rendez-vous dans la galerie de photos de l'IE sur www.flickr.com/photos/30593921@N03/.

► **Cartes de vœux électroniques** : Y a-t-il des enseignants à qui vous souhaiteriez rendre hommage ? Faites-le en leur envoyant une carte de vœux aux couleurs de la Journée mondiale des enseignants !

Dès le 6 septembre 2010, vous pourrez consulter le site Internet de la Journée mondiale des enseignants sur www.5oct.org.

Comme les précédentes années, l'IE s'unira à l'UNESCO, à l'OIT, au Fonds des



© AP/Reporters

Des élèves interagissent avec leur enseignante dans une école primaire gouvernementale à Dhaka, au Bangladesh.

Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour délivrer un message le 5 octobre. La déclaration sera publiée sur le site Internet dédié à l'événement.

Le 5 octobre, le rôle des enseignants devra être célébré dans le monde entier : grâce à la participation des élèves, des parents et des enseignants à la Journée mondiale des enseignants, la contribution de cette magnifique profession à la reprise suite aux

crises économique, sociale ou autre sera enfin reconnue ! III

Education

Les Objectifs du Millénaire pour le développement doivent être réalisés

Par Koen Geven et Claude Carroue

Comment ces objectifs ont-ils été définis ?

Lors du Sommet du Millénaire des Nations Unies, organisé en septembre 2000, les dirigeants du monde entier ont élaboré un plan d'action pour le développement mondial de ce nouveau siècle. Ils se sont engagés en faveur d'un monde de paix et de sécurité pour tous, accordant une priorité majeure au développement durable et à l'éradication de la pauvreté. La Déclaration du Millénaire répond à cet engagement en établissant des mesures concrètes permettant d'évaluer les performances par le biais d'engagements, d'objectifs et de cibles interdépendants au regard du développement, de la gouvernance, de la paix, de la sécurité et des droits humains.

Les huit Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), ainsi que les 21 cibles et indicateurs mesurables ont été développés à la suite de cette déclaration et tous les pays membres de l'ONU ont convenu de les réaliser d'ici 2015. Ces objectifs sont les suivants :

- › Réduire l'extrême pauvreté et la faim
- › Assurer l'éducation primaire pour tous
- › Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- › Réduire la mortalité infantile
- › Améliorer la santé maternelle
- › Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies
- › Préserver l'environnement
- › Mettre en place un partenariat pour le développement

Pourquoi le Sommet de suivi des OMD a-t-il été organisé en 2010 ?

À seulement cinq ans de l'échéance de 2015 fixée pour la réalisation des OMD, le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, a demandé aux dirigeants du monde de se réunir en Sommet à New York du 20 au 22 septembre afin de permettre une accélération des progrès en vue de la réalisation des OMD, tant qu'il en est encore temps.

« Nous ne devons pas manquer à nos engagements envers les milliards de personnes qui attendent que la communauté internationale fasse de la promesse d'un monde meilleur inscrite dans la Déclaration du Millénaire une réalité », déclarait M. Moon dans son rapport. Tenir les engagements pris, sur lesquels se baseront les délibérations gouvernementales lors du Sommet.

Le rapport identifie les facteurs de succès et les enseignements tirés. Il met également en lumière les failles, les défis à relever et les opportunités, et propose des recommandations pour agir et avancer dans le sens des OMD.

Un bilan mitigé

Un certain nombre de pays, parmi lesquels la Chine, dont la population vivant dans la pauvreté est passée de 452 millions à 278 millions, et l'Inde, ont réussi à combattre l'extrême pauvreté et la faim, grâce à des facteurs internes et externes clairs liés à la population et au développement économique. D'autres pays ont augmenté le

taux de scolarisation et amélioré la santé infantile, étendu l'accès à l'eau potable, renforcé le contrôle du paludisme, de la tuberculose ainsi que l'accès aux traitements contre le VIH.

Selon le rapport des Nations Unies, « si les progrès accomplis sont insuffisants, ce n'est pas parce qu'il est impossible d'atteindre les objectifs du Millénaire, ou parce que les délais sont trop courts, mais parce que les engagements ne sont pas respectés, que les ressources ou la volonté mobilisées sont insuffisantes, que le principe de responsabilité n'est pas respecté et que le développement durable recueille un intérêt limité ». En conséquence, les améliorations ont été excessivement lentes tandis que certains des acquis âprement conquis sont battus en brèche par les crises alimentaire et économique.

Qu'en est-il de l'objectif d'une éducation universelle ?

Dans certains domaines des OMD, dont l'éducation, les perspectives indiquent clairement que les objectifs ne pourront être atteints. Le rapport des Nations Unies note également :

« Pour réaliser l'objectif de l'éducation primaire universelle d'ici 2015, tous les enfants ayant l'âge officiel d'entrer en primaire devraient être scolarisés d'ici 2009 à peu près. Dans la moitié des pays d'Afrique subsaharienne où des données sont disponibles, au moins un quart des enfants en âge d'école primaire n'étaient pas scolarisés en 2008. »

Enseignements

Le rapport de l'ONU identifie un certain nombre d'enseignements tirés, dont la prise en main nationale des stratégies de développement. Les pays qui ont obtenu des résultats ont mis en œuvre des mesures pragmatiques hétérodoxes en renforçant leurs capacités nationales. Il faudrait également que la coopération internationale appuie ces stratégies nationales de développement ainsi que les actions visant à renforcer les capacités nationales.

La croissance économique est nécessaire mais ne suffit pas à faire reculer la pauvreté. Pour ce faire, le processus de croissance doit être inclusif et équitable. Pour réaliser les OMD, il est essentiel que les pays mettent en place des politiques économiques tournées vers l'avenir en vue de soutenir une croissance stable tout en maintenant des stratégies d'investissement public et la protection sociale universelle.

L'absence de financement international adéquat et prévisible a aussi constitué un obstacle de taille.

Les engagements doivent être tenus

Tandis que le financement des OMD a débuté lorsque les pays en développement ont augmenté et alloué leurs recettes intérieures, la communauté des donateurs doit tenir sa promesse visant à augmenter l'aide publique au développement. De gros efforts doivent encore être déployés pour tenir ces engagements.

De quelle façon les syndicats d'enseignants sont-ils impliqués ?

En juin 2010, les Nations Unies ont réuni les ONG, la société civile et le secteur privé afin de les entendre sur le processus de suivi. Lors de cette réunion, les syndicats, dont ceux des enseignants, ont exprimé leur vive inquiétude au sujet de la réalisation des Objectifs. Lors du sommet, l'IE a notamment basé sa contribution au Sommet sur le calendrier de l'Éducation pour tous (EPT). Il y a peu, l'UNESCO a conclu que l'EPT, qui constitue bien plus que la poursuite d'un OMD, manque encore de 16 milliards de dollars par an dans les pays à faible revenu. L'IE insistera sur le lien entre les différents Objectifs et montrera l'importance de l'éducation pour répondre à la pauvreté, à la santé, ainsi qu'à l'égalité entre les genres. Ensemble, avec nos partenaires, nous continuerons de travailler sans relâche sur la Campagne mondiale pour l'éducation, afin de nous assurer que l'éducation reste un point essentiel du calendrier.

Qu'attendons-nous du Sommet ?

Dans la course jusqu'en 2015, ce Sommet pourrait offrir l'opportunité de renforcer les efforts collectifs et les partenariats. Il pourrait approuver un cadre de responsabilisation visant à consolider les engagements d'aide globale, à les relier à des échéances



Un jeune garçon nigérian brandit une pancarte lors de la Journée internationale de lutte contre la pauvreté à Lagos, au Nigéria.

de résultats et à établir des mécanismes de suivi et de mise en œuvre.

L'IE espère que les pays en développement se verront accorder plus de responsabilités au niveau de leurs stratégies de développement, et que les pays développés augmenteront leur niveau d'aide, malgré la crise économique. III

INFO

Pour de plus amples informations sur le sommet :
<http://www.un.org/fr/mdg/summit2010/>
 Le rapport du Secrétaire général de l'ONU est disponible en ligne:
www.un.org/fr/millenniumgoals

Education

Les ministres de l'E-9 s'engagent à réduire de moitié l'analphabétisme



Les ministres de l'éducation des neuf pays les plus peuplés du monde (E-9), à savoir le Bangladesh, le Brésil, la Chine, l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, le Nigeria et le Pakistan, ont réaffirmé leur engagement de répondre aux besoins d'apprentissage de base de tous leurs citoyens et de collaborer plus étroitement pour réaliser les six objectifs fixés lors du Forum mondial de l'éducation à Dakar, au Sénégal, en 2000.

À l'issue de leur réunion de quatre jours sur l'Alphabétisation pour le développement, qui s'est tenue à Abuja au Nigeria, les pays de l'E-9 ont lancé un appel aux chefs d'Etat et de gouvernement afin qu'ils fassent de l'alphabétisation des jeunes et des adultes un investissement prioritaire pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

La présidente de l'IE, Susan Hopgood, a déclaré : « L'IE se réjouit de l'engagement des pays de l'E-9 à travailler ensemble pour atteindre les objectifs de l'EPT. Une éducation de qualité est un droit humain fondamental et permet aux enfants d'être alphabétisés. Il n'est pas acceptable que les objectifs de l'EPT dans le monde ne soient pas en voie d'être réalisés d'ici 2015. Tous les gouvernements doivent honorer leurs engagements d'apporter l'aide financière indispensable à la réalisation de ces objectifs ».

Dans le cadre d'action et de coopération d'Abuja publié à la fin de la réunion le 24 juin, les participants ont souligné que les OMD, pris isolément et dans leur ensemble, ne peuvent pas être atteints sans l'éducation et la réalisation des six objectifs de l'EPT, garantissant que chaque société devienne une société de l'apprentissage dans laquelle les individus et les communautés sont armés pour adopter

des changements et adapter leur vie en conséquence.

Les participants ont convenu que l'alphabétisation, en tant qu'outil indispensable de l'apprentissage et indicateur clé d'une éducation de qualité, doit être vigoureusement encouragée à l'intérieur et à l'extérieur des systèmes scolaires, pour chaque enfant, adolescent, jeune et adulte.

Dans les pays de l'E-9, on recense 508 millions d'adultes qui n'ont pas pu bénéficier d'une alphabétisation. Ces pays représentent 54 % de la population mondiale et comptent 67 % des analphabètes dans le monde.

Tout en énumérant les défis que doivent relever ces pays, à savoir l'élaboration de politiques et stratégies, l'accès, la qualité, le renforcement des capacités, le financement et la bonne gouvernance, les participants se sont engagés à « multiplier et à renforcer nos efforts pour parvenir à l'alphabétisation universelle dans nos pays. C'est un élément essentiel du droit humain à une éducation de base. Nous reconnaissons que cela demande une volonté politique, de l'innovation, de l'initiative et des ressources en proportion ». ■■■

Des élèves d'une école primaire à Abuja, au Nigeria.

Levez la main pour l'éducation!

G8 et G20 : échec sur les questions d'éducation

Par Koen Geven

Malgré un lobbying intense des membres affiliés de l'IE, deux sommets consécutifs des dirigeants du monde entier s'étant déroulés au Canada n'ont pas réussi à prendre des décisions en ce qui concerne l'éducation.

Aucune avancée considérable n'a eu lieu à la réunion du G8 à Muskoka, ni à celle du G20 à Toronto ; parallèlement, les agences du développement ont tiré la sonnette d'alarme avertissant que l'aide officielle au développement avait diminué rapidement.

La déclaration du G8, adoptée le 26 juin 2010, a porté principalement sur le développement, la paix et la sécurité internationales. Il est regrettable qu'elle ne fasse aucune référence au besoin d'amélioration du financement pour l'Éducation pour tous (EPT).

La déclaration du G20 adoptée le 27 juin 2010 traite d'un retour à la croissance dans le contexte de la crise économique. Le secteur de l'éducation a cependant fait part de ses inquiétudes concernant l'annonce des mesures d'austérité dans cette déclaration qui appelle les pays développés à réduire leurs déficits d'ici 2013.

Alors que le Sommet du G20 à Pittsburgh, tenu en septembre 2009, suivi de la réunion des ministres du travail et de l'emploi du G20, tenue en avril 2010,



Des manifestants lors des défilés dans Toronto à l'occasion du Sommet du G20.

ont appelé les dirigeants du monde entier à adopter une stratégie concernant l'éducation et la formation, la déclaration adoptée à Toronto n'est pas parvenue à proposer des étapes concrètes pour mettre en œuvre une telle stratégie. En juillet 2010, l'Équipe du suivi mondial de l'UNESCO a averti que les chiffres officiels de l'aide au développement consacrée à l'éducation sont en baisse. Un écart financier de 16 milliards de dollars persiste et doit être comblé pour atteindre l'OMD d'ici 2015. Il manque toujours, entre autres, 10,3 millions de professeurs pour

atteindre l'éducation primaire universelle d'ici 2015.

Dans les mois à venir, l'IE portera son attention sur la prochaine réunion du G20 à Séoul en Corée du Sud, du 11 au 12 novembre 2010 et promouvra notre campagne « Levez la main pour l'éducation ».

Si nous souhaitons surmonter les divisions politiques sur l'importance de l'éducation pour une reprise après la crise, notre voix devra s'élever encore plus haut pour nous faire mieux entendre de nos gouvernements. III

Education

Israël : Un « Nouvel Horizon » pour le système éducatif national

Par Yaffa Folger

Après des années d'efforts continus afin de remanier totalement le système éducatif, l'affilié de l'IE, l'Israel Teachers' Union (ITU), est parvenu à mettre en place une réforme scolaire complète abordant tous les aspects du système éducatif national. De la pédagogie à l'organisation en passant par le statut des enseignants, de nombreuses politiques nouvelles sont introduites dans le but d'améliorer la qualité et le statut professionnel des enseignants du public.

Le succès de l'ITU est dû à l'engagement intensif de chacune de ses 28 sections locales afin de déterminer les priorités pour les enseignants avant de se lancer dans une série de négociations avec le gouvernement. Il était décisif de rallier le soutien de l'opinion publique pour aboutir à cet accord historique en faveur de la réforme.

Avec l'accord « Nouvel Horizon », le gouvernement s'est engagé à allouer des ressources qui modifieront fondamentalement les conditions d'emploi des enseignants, amélioreront leur statut et engendreront des bouleversements majeurs du système éducatif. Toutes ces mesures sont appuyées par l'ITU.

Les six décisions clés sont les suivantes :

- Une hausse du budget alloué à l'éducation à 34 milliards de shekels israéliens (environ 8,5 milliards de dollars) sur une période de cinq ans. La réforme « Nouvel Horizon » sera budgétisée à hauteur de cinq milliards de shekels israéliens (environ 8,5 milliards de dollars) graduellement, jusqu'en 2013;
- Une augmentation significative du salaire des enseignants de 25 à 50 pour cent ;
- Une nouvelle échelle des salaires à cinq points qui permettra une augmentation progressive du salaire des enseignants de 7,5 pour cent à 8,5 pour cent tous les 2-3 ans de formation en cours d'activité, afin d'élever le statut de la profession et de recruter et maintenir en poste des enseignants de qualité dans l'enseignement public ;

- Une modification de la structure de la semaine de travail des enseignants selon laquelle ils seraient considérés comme présents à l'école 36 heures par semaine, qu'ils soient en salle de classe ou accomplissent leur travail administratif ;
- Un changement structurel du système salarial des chefs d'établissements, et l'accroissement de leur autorité dans l'évaluation des enseignants et la titularisation des nouveaux enseignants;
- Une réforme du processus de licenciement des enseignants pour raisons pédagogiques, réduisant de un an à deux ans le processus de renvoi des enseignants « inadaptés » ayant moins de 15 ans d'ancienneté. Ceux ayant plus d'ancienneté recevront une formation pour changer de carrière payée par le gouvernement israélien, leur employeur; et
- La nécessité pour les enseignants d'obtenir un diplôme du premier degré afin d'élever les normes dans la profession. Un chef d'établissement doit être titulaire d'au minimum d'un diplôme du second degré.

Alors que la réforme « Nouvel Horizon » a profondément modifié le travail des enseignants ainsi que la gouvernance des écoles, y compris la gestion de budgets plus importants, l'accord est mis en œuvre progressivement et devrait couvrir tout le système éducatif israélien d'ici 2013.

Deux instruments de communication précieux ont par ailleurs été mis en place par



© ITU
Cette enseignante israélienne verra sa condition professionnelle améliorée grâce à la réforme.

l'ITU dans le but d'aider les enseignants à mettre en œuvre la réforme: un centre d'information, de consultation et d'orientation destiné aux travailleurs de l'éducation ; et un média social, incluant un blog, qui propose un dialogue continu entre enseignants.

Selon Joseph Wasserman, le Secrétaire général de l'ITU, « le processus consistant à solliciter l'engagement de nos membres enseignants pour déterminer l'accord avant de rallier le soutien du public en faveur de nos négociations s'est avéré être un facteur décisif de notre réussite. Toute campagne syndicale doit réfléchir à la manière de constituer une vaste coalition afin d'appuyer ses efforts ». III

Education

Un syndicat indien exige des enseignants permanents et qualifiés pour le secteur public

Par Claude Carroue

Le recours croissant à des para-enseignants en Asie est source d'inquiétudes pour les affiliés de l'Internationale de l'Éducation. Il est estimé que le nombre de para-enseignants représente 6 % du nombre total d'enseignants employés en Asie du Sud.

Sous la pression de la Banque mondiale, de nombreux gouvernements de la région se tournent vers les para-enseignants afin de résoudre le problème posé par la pénurie de professeurs au lieu d'investir davantage dans la formation d'un nombre suffisant d'enseignants qualifiés consacrés à une éducation publique de qualité pour tous.

En Inde, la politique de décentralisation de la gestion de l'éducation vers les organismes locaux menée depuis 1980 a incité à l'emploi de ce type d'enseignants et les problèmes sont devenus de plus en plus graves.

Dans un rapport demandé par la All India Primary Teachers' Federation (AIPTF) mettant l'accent sur les para-enseignants, le Président de l'AIPTF et Vice-président de l'IE, S. Eswaran a déclaré : « Au cours des dernières années, l'Inde a vu les gouvernements de l'Etat recruter de plus en plus de para-enseignants dans les écoles primaires et primaires supérieures. Cette réaction est visiblement le fruit de l'augmentation de la demande d'enseignants afin de pouvoir obtenir l'enseignement primaire universel.

« Il y a, à l'heure actuelle, plus de 500.000 para-enseignants travaillant dans le pays ; chiffre équivalent à 10 % de la main d'œuvre travaillant dans les écoles. »



© AP/Reporters

Un éducateur enseigne aux enfants dans une école en plein air, alors que des véhicules circulent près d'eux à Ahmadabad, en Inde.

Eswaran explique que le problème est engendré par la situation suivante : « Les para-enseignants reçoivent des salaires bien plus bas que les enseignants normaux, ce qui signifie que ceux-ci sont employés en raison de fonds limités alloués à l'éducation dans les budgets de l'Etat. »

L'AIPTF dénonce également l'emploi à durée déterminée des para-enseignants, allant parfois de quelques mois à une année, par conséquent sans sécurité d'emploi à long terme.

Eswaran estime que ces para-enseignants constituent des « enseignants à bas prix qui dépouillent la profession de son caractère professionnel tout en délivrant une éducation de moindre qualité en raison du manque de

formation pédagogique sur laquelle doit reposer tout enseignement. »

L'AIPTF dénonce la difficulté d'organiser l'ensemble des para-enseignants au sein d'un organisme qui serait susceptible d'améliorer les conditions de travail, car certains contrats interdisent aux syndicats de s'impliquer. Ceci entraîne la fragmentation des « syndicats » qui parfois, semblent s'opposer. En l'absence de droit à la négociation collective, la plupart des mesures professionnelles entreprises par les para-enseignants dans leur tentative d'obtenir de meilleures conditions de travail ont échoué.

L'IE s'est toujours battue pour les droits des enseignants et s'est opposée au recrutement sous contrat. Les campagnes de l'IE indiquent clairement qu'investir dans l'éducation, c'est investir pour le futur. III

Sport et Education

France : Le sport au cœur de l'éducation

Par Nina Charlier

En France, l'éducation physique et sportive (EPS) reste un droit à développer. La loi impose d'enseigner à tous les élèves des pratiques sportives et artistiques, avec des programmes adaptés selon les niveaux scolaires. Pourtant, malgré des acquis, que ce soit en termes d'horaires, de programmes, d'installations, ou d'enseignants spécialisés, le syndicat national de l'éducation physique (SNEP-FSU) doit toujours œuvrer pour une amélioration des conditions afin que l'EPS garde une place fondamentale dans le système éducatif. Actuellement, ce sont surtout le recrutement et la formation des enseignant(e)s, la question des installations sportives et celle des contenus « sportifs » de l'EPS qui sont au cœur de ses revendications.

Le SNEP, appuyé par plus de 80 pour cent de la profession, contribue largement à développer la réflexion sur les enjeux éducatifs et sportifs. Du 12 au 14 novembre 2010, il organisera un rassemblement, les « EPSiliades », où sont attendues près de 2.000 personnes. Ces rencontres, soutenues par l'UNESCO, donneront l'occasion de croiser les approches entre professionnels de l'enseignement, éducateurs, chercheurs, responsables politiques, représentants et acteurs du monde sportif et associatif, et parents d'élèves.

Six thèmes clés seront abordés, au cours de plus de 30 débats, à savoir :

- › EPS, quelle culture sportive et artistique pour toutes et tous ?
- › EPS et sports, scolarisation et ouverture culturelle
- › Sports, patrimoine de l'humanité ou simple produit de consommation ?
- › L'école, le sport, l'EPS et les médias
- › Ecole : appropriation critique de la culture et développement de la personne
- › Formation/recherche : enseignant, un métier de conception. III

INFO

Pour plus d'information sur les « EPSiliades », veuillez contacter :

christian.courturier@snepfsu.net

nina.charlier@snepfsu.net



Education

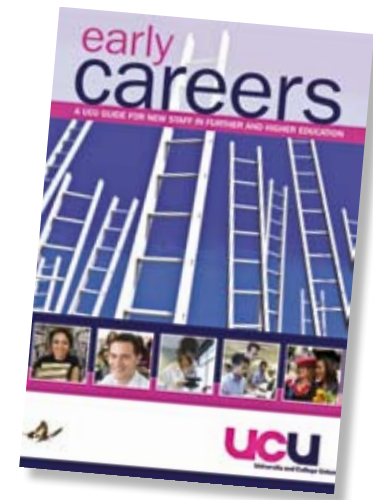
UCU : Un guide des carrières pour les enseignants

L'University and College Union (UCU), un membre britannique de l'IE, a publié un guide des carrières destinés aux enseignants qui commencent leur carrière ou envisagent de faire carrière dans l'enseignement supérieur ou universitaire.

Cette publication fait suite à une étude menée par les membres de l'UCU et dans laquelle une large majorité de répondants ont déclaré que travailler dans l'enseignement postsecondaire est l'une des « professions les plus gratifiantes ». Toutefois, les répondants ont également précisé que démarrer une nouvelle carrière pouvait être un défi de taille.

L'UCU a donc élaboré un manuel qui contient des conseils professionnels pour trouver le bon emploi, à quoi il faut s'attendre en commençant, des astuces pour tirer le meilleur parti de son emploi, des conseils pratiques sur ce qu'il faut faire si vous êtes confronté(e) au harcèlement, au stress ou à la discrimination, etc., dans votre travail.

L'organisateur national de l'UCU, Ed Bailey, précise que « le guide signale des sources d'aide disponibles et, surtout, il montre en quoi le fait d'être un membre actif d'un syndicat peut améliorer la vie professionnelle de chacun ».



© UCU

L'IE se réjouit de la parution de cette ressource, destinée à améliorer l'accès des enseignants à la profession, leurs qualifications et leurs conditions de travail, et à les aider à se concentrer sur leur passe-temps favori : transmettre des connaissances à des élèves. III

INFO

Pour de plus amples informations, consulter (en anglais):
<http://www.ucu.org.uk/>

La NEA s'attaque aux écoles ayant de médiocres résultats

Par Tim Walker

La National Education Association (NEA), aux Etats-Unis, pense que l'éducation publique devrait aider tous les étudiants à réaliser leur plein potentiel. Cependant, des problèmes persistent et notamment les différences de résultats académiques, ainsi que le taux élevé d'absentéisme et d'abandon continuant d'affecter de trop nombreux élèves.

Pour venir à bout de ces problèmes, l'organisation a lancé la campagne Priority Schools, un apport de plusieurs millions de dollars sur plusieurs années, afin de réformer et d'améliorer les écoles américaines obtenant de médiocres résultats.

Grâce à cette campagne, la NEA a réuni des éducateurs, des administrateurs, des

parents, des membres de la communauté et des politiciens pour collaborer à l'amélioration des résultats académiques des écoles en difficultés.

La campagne Priority Schools a tenu sa première conférence en mars 2010 où elle a rassemblé les enseignants et les militants des syndicats de l'éducation de quelques-unes des écoles du pays les plus en difficultés.

Le Président de la NEA, Dennis Van Roekel, a déclaré : « Si nous travaillons ensemble, nous pouvons nous occuper de centaines de milliers d'étudiants, jour après jour, un bâtiment après l'autre et un étudiant à la fois ». III



© NEA

La Campagne Priority Schools aidera ces étudiants du collège Mae Eanes à Mobile, en Alabama, à atteindre leur plein potentiel.

Technologie dans l'éducation

Adobe – partenaire mondial dans le domaine de l'éducation

Par Christine Silbermann

Adobe, en tant que fournisseur de logiciels tels que Adobe Photoshop, InDesign, Adobe Reader ou Acrobat, est connu de la plupart des enseignants. De nombreuses écoles utilisent ces outils professionnels en classe, tels que la Adobe Creative Suite, emploient les solutions d'Adobe pour la gestion administration ou travaillent avec la Adobe eLearning Suite et Adobe Connect dans le cadre de la formation continue virtuelle des enseignants. Adobe Reader et le lecteur Adobe Flash sont surtout quasiment inévitables car ils permettent l'accès simple et rapide à des données et vidéos sur toutes sortes de plateformes.



Adobe est aujourd'hui présent dans les classes du monde entier. Les possibilités d'utilisation multiples et interdisciplinaires des produits Adobe aident les enseignants à transmettre leur matière et les élèves se familiarisent avec les outils qu'ils rencontreront plus tard dans leur vie professionnelle.

Au cours d'un partenariat de plusieurs années avec le monde de l'éducation, Adobe a développé des offres spécialement destinées aux écoles dans le cadre de son programme d'éducation mondial. En plus de programmes de licence à prix très réduits pour les institutions scolaires et les éditions pour

étudiants et enseignants, du matériel d'apprentissage, accessible en partie en anglais, mais également en partie dans d'autres langues, est disponible afin que les enseignants disposent d'outils de valeur pour l'utilisation interdisciplinaire des produits Adobe.

Afin d'encourager le domaine de l'éducation, Adobe mise très fort sur les partenariats et s'est engagé à de nombreux endroits dans des initiatives en faveur de l'éducation, lancées par des gouvernements nationaux et des ministères culturels, ainsi que par des partenaires industriels, comme par exemple Intel Teach. Un des programmes Adobe les plus importants pour l'enseignement est le programme mondial Adobe Education Leaders (AEL). L'objectif de celui-ci est la mise en place d'un réseau mondial d'enseignants qui élaborent des exemples de grande qualité présentant l'utilisation des produits Adobe pour les cours. Dans le cadre du programme AEL, Adobe encourage des enseignants d'Allemagne, du Royaume-Uni, de Belgique, des Pays-Bas, d'Australie, de Nouvelle-Zélande, de Taïwan, de Singapour et des États-Unis. Les AEL développent

des scénarios de cours encourageant la créativité, améliorant la communication, la collaboration et aussi bien l'expérience de l'élève que celle de l'enseignant. Il est particulièrement important que les AEL échangent leurs connaissances. Cela se passe de plusieurs manières, par exemple sous la forme de projets basés sur la technologie, de blogs, de publications de livres et d'articles, de présentations lors de séminaires et de conférences, et aussi de formations. Ces dernières se déroulent surtout en ligne. Elles sont également enregistrées, pour que ces événements de transmission de connaissances puissent s'intégrer de façon flexible dans l'agenda des membres.

Vous pourrez en lire plus dans le prochain numéro de Mondes de l'Éducation sur la façon dont Adobe inclut les conseils et l'expertise des enseignants dans le développement de ses logiciels ! III

INFO

Des informations supplémentaires sur Adobe dans le domaine de l'éducation:

www.adobe.fr/education

Technologie dans l'éducation

Les médias sociaux peuvent-ils effacer la démarcation entre l'enseignant et l'ami ?

Par Douglas Quan

A l'ère digitale où tout le monde va sur Tweeter, écrit des blogs et rédige des messages, les districts scolaires du monde font face à une énigme : les professeurs doivent-ils devenir les « amis » des étudiants sur Facebook et sur d'autres sites de réseaux sociaux ?

Le consensus des dirigeants du système éducatif canadien semble être que les enseignants devraient éviter de communiquer avec les étudiants sur les médias sociaux ou qu'ils devraient au moins être très prudents. Dès que vous commencez à vous entretenir avec des étudiants en ligne, vous éradiquez la démarcation entre la relation professionnelle et personnelle.

Le Vancouver Board of Education a indiqué catégoriquement à ses enseignants que communiquer avec leurs étudiants à l'aide de comptes personnels de messagerie et qu'être « amis » avec les étudiants sur des réseaux sociaux était un « comportement inacceptable ».

Il y a eu quelques cas récents où les autorités ont déclaré que des enseignants avaient dépassé la mesure.

Un enseignant de 28 ans d'Abbotsford en Colombie britannique a été accusé de conduite inappropriée après avoir prétendument contacté une étudiante de 15 ans sur Facebook et avoir interagi avec elle via la messagerie instantanée et une caméra Internet.

Cependant, les éducateurs expliquent que la communication n'a pas à être ouvertement sexuelle pour être inappropriée. Donner des conseils en ligne à des étudiants concernant leurs rendez-vous amoureux ou leurs

relations avec leurs parents pourrait devenir problématique.

« Les choses que vous dévoilez aux adultes et amis ne sont pas toujours des choses à dévoiler aux étudiants » a déclaré un enseignant.

Une étude réalisée par le *British Columbia College of Teachers* a permis de découvrir que des étudiants demandaient souvent aux enseignants de devenir leurs « amis » sur Facebook. Plus de la moitié des enseignants ont déclaré refuser ces demandes.

Cependant, un enseignant sur cinq ayant répondu à l'étude ont déclaré qu'ils permettraient aux étudiants de devenir leur ami sur Facebook.

Selon un enseignant, « en tant qu'éducateur, ma vie privée est plus ou moins le reflet de ma vie professionnelle. Je fais attention aux choses que les autres postent sur mon profil et je les modifie ou les supprime éventuellement. »

Certains enseignants ont déclaré que Facebook leur permettait de mieux comprendre la vie de leurs étudiants.

Le conseiller pour l'éducation de Vancouver, Jesse Miller, pense qu'il n'y a rien de mal à ce que les enseignants créent des pages Internet ou utilisent Internet pour envoyer des



© AP

informations à leurs étudiants, mais qu'il est préférable d'utiliser les outils des écoles sur lesquels leurs administrateurs ont un certain niveau d'accès et d'aperçu. Ceci garantit que le contenu concerne uniquement le travail scolaire. En fait, déclare-t-il, « vous êtes un enseignant, pas un ami ». ■■■

Education

Législation sur les droits d'auteur : pas de « cadenas numériques » pour l'éducation

Par David Robinson

Les droits d'auteur représentent une question d'ordre public qui est passée des ténèbres aux devants de la scène dans le monde entier, et les enseignants ont un intérêt vital dans ce débat international croissant. De plus en plus, les réformes locales sur les droits d'auteur et les nouveaux accords internationaux telle la proposition d'accord commercial international anti-contrefaçon (ACTA) menacent de restreindre l'accès aux supports d'enseignement et d'apprentissage.

Les lois nationales et internationales sur les droits d'auteur ont été élaborées en vue d'équilibrer les droits économiques des créateurs avec les droits du public quant à l'accès aux œuvres créatives et à leur utilisation. La plupart des pays ont tenté de gérer cet équilibre en autorisant des exceptions à la protection des droits d'auteur au titre d'une « utilisation équitable » ou d'un « usage loyal ». Ces clauses permettent la copie, autrement interdite, de certains éléments dans la mesure où celle-ci intervient dans un but pédagogique ou de recherche ou à des fins personnelles et non-commerciales.

Ces dernières années ont cependant connu une montée progressive de la protection des droits d'auteur ainsi qu'une érosion des droits d'usage loyal. Les technologies permettant la copie et la distribution instantanée de l'information ont eu un impact positif sur l'éducation et l'enseignement mais elles ont en même temps facilité le piratage commercial des œuvres numériques. Les plus grandes entreprises de spectacle et d'édition protègent à présent leurs biens numériques par des mesures de cryptage empêchant toute copie et elles exigent des législations locales et internationales qu'elles interdisent le contournement des « cadenas numériques ».

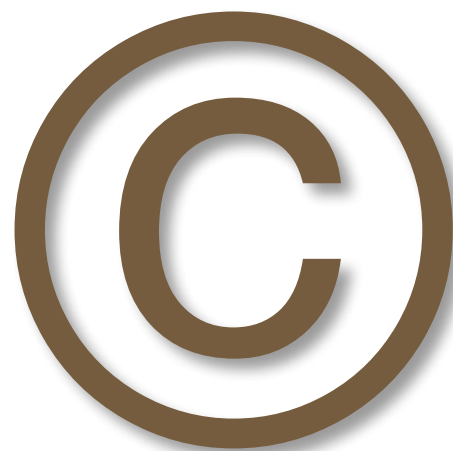
Le danger pour les éducateurs réside dans le fait que si les cadenas numériques empêchent la copie illégale, ils peuvent égale-

ment restreindre la capacité des éducateurs à copier des œuvres à des fins pédagogiques. Rendre illégale la désactivation de ces verrous signifie que les œuvres en format papier peuvent être légalement copiées par des enseignants et des étudiants mais que toute œuvre en format électronique et numériquement cryptée ne pourrait pas être copiée.

Dans la mesure où les supports pédagogiques sont de plus en plus disponibles au seul format électronique, de grandes quantités de supports pédagogiques pourraient être effectivement verrouillées, conduisant ainsi à une augmentation des prix et des restrictions d'utilisation à des fins de recherche, d'enseignement et d'innovation.

Sous la pression des industries concernées, de nombreux pays sont en train d'amender leur législation nationale sur les droits d'auteur et de solliciter de nouvelles réglementations internationales en vue d'interdire le contournement des cadenas numériques. Les Etats-Unis et l'Union Européenne ont été précurseurs de ces efforts et incitent à présent d'autres pays à adopter des lois anti-contournement encore plus rigoureuses.

Toutefois, les pays en voie d'industrialisation contre-attaquent avec l'Inde et la Chine qui mènent campagne contre l'accord ACTA et mettent en garde sur le fait qu'un tel



accord pourrait saper leurs efforts de développement. Le Brésil a récemment présenté de nouvelles propositions sur les droits d'auteur qui, non seulement permettraient le contournement des cadenas numériques pour l'enseignement et à d'autres fins légitimes, mais imposerait des pénalités aux propriétaires qui empêcheraient des utilisateurs d'exercer leurs droits d'usage loyal.

L'amélioration de l'accès aux supports d'enseignement et d'apprentissage est d'une importance vitale si nous voulons établir des systèmes d'enseignement innovants et atteindre l'objectif d'une Education pour Tous. Au cours du débat actuel sur les droits d'auteur aux niveaux nationaux et internationaux, l'Internationale de l'Education et ses membres ont un rôle crucial à jouer afin de garantir que les enseignants et les étudiants ne soient pas exclus de l'ère numérique. III

Education

Sommet des syndicats mondiaux pour la défense des services publics et de l'éducation



L'IE va rejoindre les rangs d'autres Syndicats mondiaux pour lancer une nouvelle campagne lors d'une conférence à Genève, Suisse, afin de défendre le secteur public et rallier le soutien de l'opinion publique en faveur d'un nouvel ordre du jour pour des services publics de qualité.

Dans son invitation à la Conférence, du 12 au 14 octobre, le Président du Conseil des Global Unions (CGU) et Secrétaire général de la Fédération internationale des journalistes, Aidan White, a indiqué que toutes les fédérations syndicales internationales « partagent la conviction que les services publics de qualité constituent le fondement essentiel du travail décent, de la démocratie, de l'équité et de la qualité de vie pour toutes et tous ».

« Garants des appuis sociaux et des emplois stables indispensables à la construction d'économies et sociétés durables, les services publics de qualité sont un atout pour chacune et chacun d'entre nous, personnels du public comme du privé, et pour nos proches et la collectivité », a-t-il dit. « L'investissement dans les services publics de qualité se profile dès lors comme une solution de choix à la crise économique actuelle. »

Il a expliqué que l'adoption d'une charte mondiale pour les services publics de qualité et d'un plan d'action y sera proposée. »

Le CGU attend de la conférence qu'elle permette une analyse pointue, stimulante et intelligente des changements à entreprendre. On assistera également à un riche mélange de points de vue issus des quatre coins du globe et à tous les niveaux des milieux universitaire, économique et professionnel.

La Présidente de l'IE Susan Hopgood a déclaré afin d'encourager ses membres affiliés à participer : « Le rassemblement des Syndicats mondiaux représente une occasion unique pour établir un nouvel ordre du jour pour l'avenir des services publics. Tous les actifs y trouveront leur intérêt. L'Internationale de l'Education enverra une large délégation et nous exhortons tous nos affiliés à être présents également. »

Le Secrétaire général de l'IE, Fred van Leeuwen, a déclaré dans une circulaire adressée à ses affiliés : « Dans une multitude de pays, les services publics sont lourdement affectés par ce que l'on nomme les 'stratégies de sortie', c'est-à-dire des réductions massives du budget accordé au secteur public ».

« Dans le sillage de la crise financière, de nombreux gouvernements tentent de réduire les déficits accumulés afin de renflouer les banques et stimuler l'économie réelle, mais il est trop tôt encore pour cela, la croissance durable ne s'est pas installée. Ils réagissent aux spéculations continues sur le marché financier ainsi qu'aux recommandations du Fonds Monétaire International (FMI), revenu à ses anciennes pratiques, en dépit des appels du Directeur général du FMI en faveur de la défense des services du secteur public tels que l'éducation et la santé. »

« La crise financière a touché le monde entier, les conséquences pour le secteur public sont mondiales, nationales et locales », a ajouté van Leeuwen. « Nos réponses doivent être mondiales, nationales et locales. » III

INFO

Pour de plus amples informations ou pour s'inscrire à la conférence, consulter l'adresse www.global-unions.org

Entretien avec

Sharan Burrow

Par Mar Candela



© ITUC/Jacky Delorme

“ Si nous n’atteignons pas le public de façon plus large, alors nous ne serons pas en mesure de former une communauté dont l’intérêt est centré sur les droits humains et syndicaux. [...] Et nous n’entrerons pas non plus en contact avec les jeunes qui seront les futurs membres et dirigeants du mouvement syndical. ”

Une leader syndicale nous mène vers la reprise

Le deuxième Congrès mondial de la Confédération syndicale internationale (CSI), qui s’est tenu à Vancouver au Canada du 21 au 25 juin, doit être considéré comme un événement marquant pour deux raisons. Premièrement, le Congrès a décidé de mener une campagne en faveur de services publics et d’une éducation de qualité pour tous, dans le cadre de la stratégie pour sortir de la crise économique mondiale. Cette initiative a placé l’Education pour Tous au rang des priorités majeures de la CSI. Deuxièmement, Sharan Burrow a été élue pour succéder à Guy Ryder en tant que Secrétaire générale de la CSI, marquant ainsi l’ascension de cette ancienne enseignante australienne novatrice, qui fut également Vice-présidente de l’IE, vers les hautes sphères du syndicalisme mondial.

L’élection de la première femme au poste de Secrétaire générale de la CSI marque un pas décisif dans l’histoire du mouvement syndical international. Que pensez-vous de votre nouvelle fonction ?

C’est une grande fierté pour moi de devenir la Secrétaire générale de la CSI et d’être ainsi la première femme à occuper ce poste. Tous ceux qui me connaissent savent que j’ai toujours lutté pour défendre la cause des femmes. Dans la plupart des pays, les femmes représentent près de la moitié de la population active et elles s’affilient de plus en plus souvent à des syndicats. Nous devons donc faire en sorte que les questions liées au genre fassent également partie des préoccupations des syndicats. Il nous reste encore beaucoup de travail à accomplir et les femmes figureront très certainement parmi les priorités de mon programme.

Bon nombre de délégués présents au Congrès de la CSI étaient issus de pays frappés de plein fouet par les effets de la crise économique. Comment perçoivent-ils la situation actuelle ?

Le Congrès fut une grande réussite si l’on se réfère au mandat qu’il a confié à la CSI pour les quatre années à venir. Toutefois, nous sommes face à un monde où la crise financière mondiale a détruit l’emploi et continue à anéantir les moyens de subsistance.

La crise n’a rien à voir avec l’économie réelle. Concernant le crash, 40 pour cent de l’activité financière ont été relancés par l’« économie réelle ». C’est elle qui crée des emplois, offre des services publics et génère des richesses durables pour les travailleuses et les travailleurs de ce monde.

Prêts à participer au Congrès, les gens croyaient que nous étions en passe de sortir de la crise, que les gouvernements avaient investi dans l’emploi et qu’ils continueraient à le faire. Puis, quelques semaines avant le Congrès, nous avons vu l’Europe subir la pression des marchés financiers concernant la dette souveraine et se voir imposer leur principe selon lequel des mesures d’austérité devaient être mises en place. Ce qui, en somme, signifie des réductions budgétaires pour les services

publics ainsi que des pertes d'emploi dans le secteur public, notamment la santé et l'éducation. Les réductions d'emploi ont également des répercussions multiples dans le secteur privé, entraînant une baisse de la demande, ainsi qu'un risque de récession et de déflation. Autrement dit, nous voilà revenus au point de départ !

Pour les travailleuses et les travailleurs, pour les membres de syndicats, le Congrès mêlait à la fois l'exaltation, la colère et la détermination à s'opposer au programme business as usual des marchés financiers.

Parmi les orateurs invités au Congrès de la CSI, il y avait le Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn ; le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy ; et le Directeur adjoint de l'OIT, Kary Tapiola. Quel est le message qu'ils ont transmis aux organisations syndicales ?

Nous sommes très préoccupés par les messages plutôt confus qu'ils ont transmis aux gouvernements du monde. Il y a quelques mois, le FMI déclarait qu'il était indispensable de stimuler les économies, de réaliser un investissement mondial d'au moins deux pour cent du PIB dans l'économie réelle et de protéger l'emploi. Le monde a écouté et les gouvernements ont agi.

Le message actuel concernant l'assainissement budgétaire et les mesures d'austérité entre en contradiction avec la réalité : de fait, la reprise du secteur privé est loin de créer de l'emploi et la réduction subite du budget et des investissements destinés au secteur public conduira à de nouvelles pertes d'emplois et nous entraînera dans une spirale de croissance négative en termes de demande. Il nous faut donc une

stratégie précise, un assainissement budgétaire à long terme, et il nous faut protéger l'investissement dans le secteur public. Nous sommes également préoccupés par les messages plus forts encore qui ont été lancés par le FMI concernant les réductions dans le secteur public au niveau des pensions, de l'éducation et de la santé.

De quelle manière ces actions affecteront-elles l'éducation ?

Il reste un espoir, du moins en ce qui concerne l'éducation, dans la mesure où certains dirigeants mondiaux estiment que les coupes budgétaires ne doivent pas s'appliquer aux dépenses pour l'éducation. J'ai récemment participé à un débat de la BBC consacré aux perspectives économiques de l'OCDE. Les dirigeants de cette organisation ont, eux aussi, insisté sur le fait que l'éducation ne devait pas faire l'objet de coupes budgétaires. C'est un bon début, mais ce n'est pas assez.

Pourriez-vous nous dire un mot sur vos expériences au sein de l'Internationale de l'Éducation ?

J'ai commencé ma carrière à l'IE en travaillant au sein de sa Région Asie-Pacifique et je suis ensuite devenue membre du Bureau exécutif de l'organisation, avant d'occuper la fonction de Vice-présidente de l'IE de 1995 à 2000. L'IE est une fédération syndicale internationale formidable. Elle a une responsabilité énorme car, outre sa mission de défendre les droits et le statut professionnel des enseignantes et des enseignants, elle se charge également de protéger les enfants du monde entier. Je reste fière de figurer parmi ses membres et j'ai hâte de pouvoir collaborer avec l'IE dans le cadre de ma nouvelle fonction.

La CSI mène des campagnes de communication modernes qui s'adressent au grand public, et pas uniquement aux membres. Pensez-vous que les syndicats devraient s'ouvrir davantage au grand public ?

Si nous n'atteignons pas le public de façon plus large, alors nous ne serons pas en mesure de former une communauté dont l'intérêt est centré sur les droits humains et syndicaux. Ce sont-là des questions essentielles, comme la justice mondiale, l'éducation et la formation. Et nous n'entrerons pas non plus en contact avec les jeunes qui seront les futurs membres et dirigeants du mouvement syndical. Nous avons donc une responsabilité majeure, ainsi qu'une belle opportunité, d'impliquer la communauté au sens large dans nos activités, et de recruter les têtes pensantes des futures générations.

Quelles sont vos priorités majeures en tant que Secrétaire générale de la CSI ?

Ce que je souhaite faire avant tout, c'est être à l'écoute de mes collaborateurs et évaluer les secteurs où nous fonctionnons bien ainsi que les domaines pouvant être améliorés dans le cadre du mandat qui nous a été confié par le Congrès. Mais s'il y a bien une chose que je désire faire à tout prix, c'est consolider les relations entre les partenaires du groupement Global Unions et la CSI par le biais du Conseil des Global Unions. C'est absolument indispensable. Nous avons nos membres, nous avons les ressources, et nous avons les valeurs communes qui sont nécessaires pour travailler ensemble afin de surmonter de véritables défis dans un monde qui reste aujourd'hui encore injuste pour trop d'individus. ■■■

Egalité

Les éducateurs recourent aux multimédia pour s'attaquer à l'égalité des genres

Par Rebeca Logan

Le projet était dirigé par l'un des affiliés américains de l'IE, la National Education Association (NEA), et les vidéos ont été réalisées en anglais et en espagnol.



Le reporter d'images Sewell Johnson montre son travail à la dirigeante syndicaliste María Teresa Cabrera en République dominicaine.

Dans le cadre du projet, la réalisatrice de la vidéo, Rebeca Logan de la NEA a suivi Maria Teresa Cabrera pendant trois jours lors de ses visites d'écoles, ses réunions syndicales et ses interviews avec les médias, ainsi que dans son engagement avec la communauté tout entière. En plus de découvrir l'extraordinaire histoire de Cabrera et de son ascension de l'enseignement à la présidence du syndicat – 75 pour cent des enseignants de République dominicaine sont des femmes, mais 70 pour cent des postes de direction sont occupés par des hommes – la vidéo

met également en lumière son impact sur la nouvelle génération de dirigeants syndicaux.

Comme le fait remarquer Logan, « L'intégration de l'égalité des sexes dans les méthodes d'enseignement ne constitue qu'une part du changement mis en œuvre grâce au travail de Mme Cabrera et de ses collègues. Pour elle, il ne suffit pas d'être simplement la première femme élue à la présidence d'un syndicat, elle s'attelle également à changer la structure, l'organisation et la perception des femmes et de leur rôle de dirigeant, non

seulement auprès des éducateurs, mais également auprès du reste de la société. »

Tournée en République dominicaine, la vidéo montre les perspectives de Cabrera et d'autres dirigeants et dirigeantes du secteur de l'éducation, qui ont développé des programmes de formation autour de cette question.

Logan explique: « Dans les écoles, nous avons rencontré de jeunes élèves qui étaient bien au courant de ces problèmes et des batailles à mener pour parvenir à l'égalité. Il est surprenant d'entendre une petite fille de neuf ans parler de l'égalité des sexes en étant si informée. Il est évident que la question fait partie intégrante de leur programme scolaire. »

La vidéo *On the Move for Gender Equality* sera diffusée à l'occasion de la Première Conférence mondiale des femmes de l'IE, prévue en janvier 2011.

Les précédentes vidéos ComNet de l'IE ont permis de sensibiliser à de nombreux problèmes critiques dans le domaine de l'éducation, que les éducateurs du monde entier doivent affronter quotidiennement. De nombreuses vidéos illustrent les inégalités les plus criantes et pourtant toujours d'actualité : la pauvreté, le travail des enfants, les crises sanitaires, les sanctions gouvernementales et, entre autres, l'inégalité entre les genres. Pour mettre en lumière tout le travail accompli par les enseignants et leurs syndicats pour relever ces défis, le réseau ComNet



© NEA

Rebeca Logan, de NEA Interactive Media, s'entretient avec des élèves en République dominicaine.

de l'IE a créé une série de vidéos et d'outils médiatiques, facilement à disposition des syndicats membres, des journalistes ou des éducateurs eux-mêmes.

En 2008, l'IE a mis l'accent sur un programme visant à réduire le taux d'abandon scolaire des enfants au Maroc et illustrant comment le maintien de leur scolarisation les tenait écartés du travail des enfants. En 2009, la vidéo de l'IE racontait comment les syndicats d'enseignants se sont unis pour rebâtir 35 écoles détruites par le tsunami qui

avait dévasté la région d'Aceh en décembre 2004. En 2010, la vidéo du réseau ComNet de l'IE soulignait la lutte que menaient les enseignants du Burkina Faso au quotidien pour sensibiliser leurs élèves – qui comptent parmi les plus pauvres au monde – à l'importance de l'environnement.

En attirant l'attention sur ces problèmes critiques, ces vidéos favorisent le dialogue international sur la réforme de l'éducation. Grâce à des descriptions et des images convaincantes, la vidéo peut sensibiliser et

promouvoir le plaidoyer au-delà des frontières géographiques et culturelles.

Steve Snider, membre de la NEA et également du comité de rédaction du ComNet, chargé de sélectionner les idées, décrit les vidéos comme de « petits feux de camp », devant être utilisés pour illuminer une zone plus vaste.

« L'histoire de Maria Teresa Cabrera illustre la bataille pour l'égalité des genres aux postes de dirigeants dans le monde entier. Nous tentons d'utiliser les médias pour transformer ces feux de camps en de véritables feux de forêt. »

« En observant des solutions mises en œuvre aux quatre coins du monde, les spectateurs peuvent envisager de nouvelles perspectives à leurs propres problèmes et les approcher ainsi de façon plus efficace. »

L'IE invite les responsables de la communication de l'ensemble de ses affiliés à participer au réseau ComNet afin de proposer de nouvelles idées d'histoires ou de contribuer au développement de packs médiatiques. Certains membres de l'équipe de la NEA sont par exemple dotés de compétences dans le domaine des médias et ont accès à des équipements souvent utilisés par le ComNet. Tous les syndicats affiliés peuvent utiliser les outils médiatiques développés par le ComNet dans le cadre de leur propre communication. III

INFO

La prochaine réunion du réseau ComNet de l'IE se déroulera à Bruxelles, les 21 et 22 septembre 2010. Pour participer à la réunion, veuillez nous envoyer un courriel à l'adresse suivante : editor@ei-ie.org

Egalité

Egalité des genres : événements historiques à l'horizon en 2011

Par Rebeca Sevilla

L'Assemblée Générale des Nations Unies a voté à l'unanimité le 2 juillet 2010 la création d'une nouvelle institution mondiale pour l'égalité des genres d'ici janvier 2011. Cette nouvelle agence internationale tant attendue, tant débattue et qui aurait dû être créée il y a si longtemps porte le nom de *UN Women*. Elle remplacera le petit groupe d'entités fragmentées et sous-financées des Nations Unies, jusqu'à présent en charge des questions d'inégalité entre les genres, pour lui substituer une institution de premier plan placée sous la direction d'un Sous-secrétaire général.

Afin de coïncider avec ce grand pas en avant, l'Internationale de l'Éducation tiendra sa première Conférence Mondiale des Femmes à Bangkok, en Thaïlande, du 20 au 23 janvier 2011, offrant ainsi l'opportunité de saluer, à point nommé, la naissance historique de cette structure réformée.

L'Alliance syndicale mondiale, la Confédération syndicale internationale, l'Internationale des services publics ainsi que l'Internationale de l'Éducation sont des défenseurs de longue date de l'initiative visant à réformer l'architecture de l'égalité des genres lancée par les Nations Unies en 2006.

L'entité UN Women s'inscrira dans le cadre du Programme d'action de Pékin qui appelle à mettre un terme à la discrimination dont les femmes sont victimes, notamment dans les domaines de l'éducation, du travail, de la participation politique et des droits humains.

UN Women aura pour mission particulière d'apporter son soutien à la Commission de la condition de la femme (CSW) dans l'adoption de règles et de normes mondiales, et d'aider les états membres à faire respecter les normes fixées par ces organes, tout en apportant également son sou-

tien au respect des dites normes au sein de l'organisation même des Nations Unies.

L'entité *UN Women* fusionnera quatre entités séparées au sein des Nations Unies et œuvrant pour la cause des femmes : la Division de la promotion de la femme (DAW, créée en 1946), l'Institut international de formation et de recherche pour la promotion de la femme (INSTRAW, créé en 1976), le Fonds des Nations Unies pour le développement des femmes (UNIFEM, créé en 1976), et le Bureau de la conseillère spéciale pour la parité et la promotion de la femme (OSAGI, créé en 1997).

La première Conférence mondiale des femmes organisée par l'Internationale de l'Éducation aura pour thème « Objectif égalité » et comprendra une séance de préparation concernant les travaux de la Commission de la condition de la femme



en 2011 sur des questions relatives à l'amélioration de l'accès et de la participation des femmes à l'éducation et à la formation dans les domaines de la science et de la technologie. Des experts de la parité venus du monde entier discuteront également des pratiques permettant de parvenir à un nouveau programme de parité. III

INFO

Pour de plus amples informations, consultez les sites web suivants :
Conférence mondiale des femmes organisée par la IE :
www.ei-ie.org/gender/fr/calendarshow
UN Women (en anglais): www.unwomen.org
Site web de la campagne organisée par la Réforme de l'architecture de l'égalité des sexes (GEAR) (en anglais): www.gearcampaign.org

Egalité

Programme américano-vietnamien de formation des enseignants auprès d'enfants handicapés

Une fondation américaine apporte sa collaboration à un projet communautaire au Vietnam qui vise à former des enseignants ayant en charge des enfants sourds et malentendants.

La Global Foundation for Children With Hearing Loss (Fondation mondiale pour les enfants malentendants), dont le siège est à Seattle, a dépêché 13 experts en audiologie, en thérapie du langage et en formation auditive et verbale au Centre Thuan-An pour enfants handicapés situé à Binh Duong. Les formateurs américains ont conseillé leurs 88 homologues vietnamiens sur la façon d'améliorer leurs compétences professionnelles.

Le programme d'ateliers de ce projet pluriannuel a commencé en juillet 2010. Les ateliers comprenaient des sessions d'information auprès des familles d'enfants malentendants sur la manière d'aider leurs enfants à acquérir le langage et l'éducation nécessaire à leur réussite dans une société de bien-entendants.

Encourager l'éducation ouverte à tous par la formation des enseignants

Le programme de formation des enseignants vietnamiens lancé par la Fondation Mondiale apporte un modèle pouvant potentiellement profiter aux éducateurs, non seulement au Vietnam mais aussi dans d'autres pays du monde. Le projet a été développé conjointement avec des pédagogues vietnamiens, et dans la mesure où les enseignants partagent les connaissances



© BSSIP / Reporters

Un écolier vietnamien.

acquises avec autrui, les retombées de ce projet seront exponentielles.

Paige Stringer, administratrice de la Fondation mondiale, a déclaré : « La formation dispensée pendant des mois lors de nos ateliers contribue à combler le vide existant dans le domaine des soins auditifs et facilite le déploiement d'équipements et de stratégies pédagogiques modernes dans les pays en voie de développement. »

L'Internationale de l'Éducation salue ce projet et réaffirme que l'éducation est un droit fondamental dont chacun doit pouvoir jouir. Elle exhorte également tous les syndicats membres affiliés à faire pression sur leurs gouvernements en vue de la ratification de la Convention des Nations Unies de 2006 re-

lative aux droits des personnes handicapées qui appelle à « l'universalité, à l'indivisibilité, à l'interdépendance et à la réciprocité de tous les droits humains et de toutes les libertés fondamentales ainsi qu'à la nécessité de garantir aux personnes handicapées de pouvoir en jouir pleinement et sans discrimination ». III

INFO

Pour en apprendre davantage (en anglais) sur la Fondation Mondiale pour les Enfants malentendants, allez sur : www.childrenwithhearingloss.org

Solidarité

Le mouvement syndical international vient ajouter sa voix au chœur

Par Jan Eastman

Lors d'un message communiqué au cours de la 18ème Conférence Internationale sur le SIDA à Vienne, en Autriche, en juillet 2010, le Programme sur le SIDA des Global Unions a déclaré qu'une approche de la lutte contre le SIDA et le VIH sur le lieu de travail reposant sur des droits était au cœur de la stratégie des syndicats.

Des délégués syndicaux du monde entier ont pris part à la Conférence et aux autres manifestations rattachées à cette dernière, ont exprimé leur solidarité envers les individus vivant avec le VIH et le SIDA et ont demandé davantage de ressources pour lutter contre l'épidémie. La Secrétaire générale adjointe (SGA) de l'IE, Jan Eastman, a passé en revue des événements clés.

Forum des partenaires sur le lieu de travail

Le Forum des partenaires sur le lieu de travail s'est tenu au Centre Reed Messe le 17 juillet, à la veille de la Conférence internationale sur le SIDA, et réunissait des représentants de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de l'ONUSIDA, des Fédérations syndicales internationales, de l'Organisation internationale des employeurs (OIE), du Fonds mondial et la Campagne mondiale de lutte contre le SIDA. Cela a été l'occasion de débattre des moyens de renforcer les partenariats entre parties prenantes dans le cadre de la lutte contre le VIH et le SIDA.

La SGA de l'IE et Présidente du Programme sur le SIDA des Global Unions, Jan Eastman, a mis l'accent sur l'importance de l'implication des syndicats dans les programmes menés sur le lieu de travail ainsi que sur le besoin d'initiatives concernant la discrimination et la stigmatisation. Elle a accueilli le nouvel instrument international, s'attaquant au VIH et au SIDA d'un point de vue des

droits humains, adopté par l'OIT lors de sa conférence tripartite en juin 2010 et a appelé à la participation des syndicats au sein des mécanismes nationaux de coordination.

Le Directeur général de l'ONUSIDA, Jan Beagle, au cours de son allocution lors du rassemblement, a insisté sur le fait que le VIH et le SIDA ont touché la tranche d'âge économiquement active dans toutes les populations et que l'adoption de la Recommandation de l'OIT sur le VIH et la SIDA ont mis les lieux de travail un peu plus sous le feu des projecteurs.

Forum sur le travail

Les représentants des fédérations syndicales internationales et des centres nationaux des syndicats ont également participé au Forum sur le travail qui s'est tenu le 18 juillet au siège de l'Österreichischer Gewerkschaftsbund (OGB-Fédération autrichienne des syndicats) à Vienne, peu avant la Conférence internationale sur le SIDA.

Lors de son message de bienvenue, la SGA de l'IE, Jan Eastman, a déclaré que le Forum sur le travail est devenu un élément important des manifestations précédentes la Conférence, que le lieu de travail pouvait être un élément très important dans la lutte contre l'épidémie et que la recommandation de l'OIT, récemment adoptée, offre de nombreuses opportunités d'interventions efficaces.



© J. Pessi/IE

Jan Eastman, de l'IE, dans une manifestation durant la Conférence sur le SIDA à Vienne.

La Secrétaire générale de l'OGB, Monika Kemperle, a mis l'accent sur le besoin d'accès universel au traitement et sur le respect des droits humains des personnes vivant avec le VIH et le SIDA, insistant sur le fait que le rôle du lieu de travail, dans le combat contre la maladie, a souvent été ignoré et que les gouvernements et les employés devaient en tenir compte en élaborant des stratégies.

Le Dr Sophia Kisting, Directrice des programmes de l'OIT sur le VIH et le SIDA, a exprimé sa gratitude envers les syndicats pour leur contribution à l'adoption de la Recommandation de l'OIT, louant les compétences en négociation des délégués syndicaux et a souligné le besoin d'une mise en œuvre de la recommandation. III

Solidarité

Les enseignants ghanéens enregistrent des progrès dans l'éducation au VIH

Par Julie Kavanagh

Plus de 30 enseignants et militants syndicaux de l'éducation se sont réunis dans les locaux de la *Ghana National Association of Teachers (GNAT)* pour passer en revue les résultats du programme Education pour Tous (EPT)/SIDA mis en œuvre par la GNAT avec le soutien du *Teachers and Education Workers Union*.

Alors que les pluies saisonnières martelaient le toit, les participants ont échangé leurs expériences dans la mise en œuvre du programme EPT/SIDA et de son impact sur les élèves, les enseignants et les travailleurs du secteur de l'éducation.

La GNAT participe activement au programme EPT/SIDA depuis 2007. C'est avec enthousiasme qu'elle a développé des projets associant prévention du VIH, éducation et soutien à des actions destinées à assurer une éducation de qualité pour tous les enfants. Parmi les réalisations de la GNAT, on peut citer l'élaboration d'une politique d'éducation au VIH/SIDA

sur le lieu de travail et la formulation de recommandations stratégiques en vue de parvenir à l'EPT.

Le président de la GNAT pour la région de la Volta, Alexander Muwasi Buadi, a insisté sur la nécessité de bien connaître le contexte local afin que les programmes de travail soient adaptés et efficaces. Il a observé que les données relatives à la prévalence de l'infection par le VIH au sein des enseignants varient, certaines sources citant à tort le chiffre de un sur dix. Buadi a souligné la nécessité d'invalider cette allégation par des recherches, parce que les données nationales sur le VIH dans le

secteur de l'éducation sont pour le moins lacunaires.

Une tâche essentielle du programme EPT/SIDA au Ghana a été la réalisation d'une vaste étude intitulée « Enquête sur la prise de conscience et l'utilisation des méthodes de prévention du VIH/SIDA parmi les enseignants et les travailleurs de l'éducation au Ghana ».

La coordinatrice du programme EPT/SIDA au Ghana, Helena Awurusa, a insisté sur le fait que l'initiative avait donné à la GNAT des possibilités de travail avec différents partenaires, dont la Commission ghanéenne sur le SIDA, l'UNICEF et la *Planned Parenthood Association of Ghana*. Elle a également souligné la volonté de la GNAT de ne pas seulement travailler pour les personnes séropositives, mais aussi avec elles.

Un enseignant, Haruna Ibn Hassan Agbevenu, a évoqué avec émotion son expérience de séropositif. Il a créé un réseau national d'enseignants porteurs du VIH et a souligné l'importance de mettre en place des environnements propices à l'implication des enseignants. Il a rappelé que se faire à l'idée que l'on est séropositif est une expérience qui isole.

D'autres ateliers se tiendront en Argentine, au Burkina Faso, au Kenya, en Ouganda, en République dominicaine et au Sénégal. ■■■



Syndicalistes et enseignants partagent leurs expériences au Ghana.

© R. Etonu/IE

Solidarité

Kosovo : la coopération entre enseignants contribue au processus de réconciliation

Par Calvin Fraser, Trudy Kerperien and Delphine Sanglan

« C'était fascinant de voir des enseignants œuvrer au sein d'un groupe dont certains parlaient l'albanais, certains le serbe et d'autres le turc. Les feuilles d'enregistrement se remplissaient dans les trois langues et les traducteurs travaillaient dur pour garder le rythme. Wouaou ! » Tels étaient les premiers commentaires, enthousiastes, de Calvin Fraser de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants après avoir apporté son aide à une formation syndicale au Kosovo entre les 17 et 19 juin.

Les directions politiques et du personnel de l'*Union of Education, Science and Culture of Kosova* (SBASHK) ainsi que l'*Union of Serbian Teachers in Kosovo* (SOK) ont toutes apporté leur soutien à la session de formation intensive destinée à un groupe d'enseignants volontaires pour relever le défi consistant à devenir formateurs de formateurs en réconciliation.

L'atelier, couronné de succès, s'est tenu sous les auspices du Centre syndical pluriethnique à Pristina, lequel a été inauguré en janvier 2010 par le SBASHK et le SOK

avec l'aide de l'AOb, le syndicat des éducateurs néerlandais et membre de l'IE, de même que la confédération syndicale néerlandaise (FNV Mondiaal). Le Centre offre aux enseignants d'origines ethniques diverses au sein du Kosovo un lieu de rencontre et de promotion de la formation syndicale et du développement professionnel des enseignants sur la base des principes collectifs d'acceptation et de réconciliation.

Lors de la création du Centre, le SBASHK et le SOK ont pu obtenir le soutien du ministère de l'éducation et des autorités locales,

Les enfants, premières victimes des guerres, sont pris en charge par un programme de l'UNICEF au Kosovo. Une thérapie leur permet de libérer leurs émotions grâce au dessin.



en sus de la coopération au développement assurée par l'AOb néerlandais et FNV Mondiaal. Ceci a permis au Centre d'embaucher du personnel, d'acquérir du matériel informatique et de mettre en œuvre des activités de projet. La municipalité de Pristina a contribué au projet en offrant logement, électricité et eau, tandis que le ministère de l'éducation fournissait des équipements de bureau supplémentaires.

La petite communauté d'enseignants considère que sa mission consiste à travailler avec des groupes issus du secteur scolaire et de celui du volontariat dans le cadre du processus de réconciliation, du développement du mutualisme avec des objectifs communs, et ce afin de réparer les déchirures apparues après des années de tensions.

Chaque enseignant ayant participé à la récente formation a amélioré ses compétences en tant du point de vue du développement personnel que professionnel, notamment : des compétences en commu-

nication centrées sur les façons de communiquer face à des remarques inconvenantes ou provocatrices ; et des compétences en développement relationnel centrées sur le respect de l'histoire et des perspectives divergentes des autres intervenants dans le cadre d'une expérience de développement de valeurs communes.

Chaque enseignant s'est engagé à étendre la formation à d'autres enseignants au cours de l'année à venir.

Bislim Behrami, coordinateur du Centre du SBASHK, a exprimé sa satisfaction quant à la formation ainsi que son impatience de passer aux prochaines sessions de formation. Ivan Portic, coordinateur du SOK, a salué les progrès réalisés par tous les participants et a expliqué que dorénavant les formateurs nouvellement formés organiseraient des formations afin d'encourager les possibilités de cohabitation pluriethnique au sein du Kosovo. Au départ, cela s'effectuera par le biais des écoles et des milieux de vie des

différentes communautés, et plus tard dans des milieux pluriethniques.

Le SBASHK et le SOK ont de nombreuses raisons d'être fiers du rôle qu'ils ont joué dans la réalisation de ce projet. Ce sont leurs enseignants membres et leurs directions, ainsi que leurs valeurs syndicales de solidarité internationale qui leur ont permis d'intervenir au sein d'un pays déchiré par la guerre de favoriser le partage par deux organisations syndicales au sein d'un Centre syndical pluriethnique qui exercera son influence et améliorera l'existence des enseignants et des citoyens du Kosovo. III



© T. Kerpefen/AOb

Solidarité avec les syndicats colombiens

La Colombie accepte la sanction de l'OIT

Afin d'éviter tout débat avec la Commission de l'application des normes de l'OIT, le gouvernement colombien a accepté la sanction visant à recevoir une mission tripartite de haut niveau. En acceptant cette mission, il reconnaît que la situation de la liberté syndicale en Colombie ne s'est pas améliorée.

La Commission de l'application des normes s'intéresse à la situation du travail et des syndicats dans 25 pays. La liste de ces pays a été dressée sur base du rapport de la Commission d'experts ainsi que des négociations entre les porte-paroles Luc

Cortebeek, pour les travailleurs, et Ed Potter, pour le secteur des affaires.

Jusqu'en juin 2010, la Colombie figurait sur la liste des 25 pays devant être surveillés par la Commission de l'application des normes. Cependant, les représentants du secteur des affaires ont opposé leur veto au cas de la Colombie, déclarant qu'il ne pouvait y avoir de liste si la Colombie y apparaissait, négociant ainsi un accord final excluant la Colombie. En échange, le gouvernement colombien a accepté la mission tripartite.

Toutefois, dans les faits, l'Etat colombien n'a pas appliqué les observations et les recommandations de l'OIT, et l'on n'observe aucun changement puisque la Colombie ne figure pas sur la liste des pays surveillés par la Commission de l'application des normes.

L'IE et son affilié colombien, la FECODE, espèrent que le gouvernement colombien reconnaîtra les violences, graves et continues, auxquelles font face les syndicalistes. III

Droits humains

Honduras : un coup bas porté à la liberté d'un peuple

Par Mar Candela



© IEAL

Le 28 juin 2009, à l'aube. Des forces armées font irruption au domicile du Président élu du Honduras, José Manuel Zelaya Rosales. Il est enlevé, puis expulsé du pays. Robert Micheletti, qui jusqu'alors était son ami proche et son allié au sein du Parti libéral, est nommé Président intérimaire par le Congrès national, une institution que lui-même préside.

Dans les semaines qui suivent, l'état de siège est décrété, entraînant la suspension de la plupart des libertés et garanties constitutionnelles des citoyens. Le chaos s'installe, tout est permis. Des manifestations de soutien au président évincé s'organisent. Isis Obed, un jeune de 19 ans, est atteint d'une balle dans la nuque, alors qu'il se trouve à l'aéroport de Tegucigalpa parmi la foule qui attend le retour imminent de Zelaya, un retour qui ne se produira jamais. Il est la première victime du coup d'État. Il y en aura beaucoup d'autres.

Un an plus tard, la répression sévit toujours. En mars 2010, José Manuel Flores,

dirigeant et militant syndical reconnu du Colegio de Profesores de Educación Media de Honduras (COPEMH), est abattu à bout portant dans l'établissement scolaire où il enseigne. Comme l'explique l'ancien président du COPEMH, Sergio Rivera, les caractéristiques de cet assassinat « suivent le principe de l'exécution publique destinée à servir d'exemple ». Les responsables ont veillé à ce que l'assassinat soit vu de tous et ils ont choisi l'heure de la récréation pour l'abattre sur son lieu de travail, sous le regard d'enfants et professeurs.

Un autre syndicat d'enseignants, le Colegio Profesional Superación Magisterial Hondureño a signalé la mort d'au moins

huit enseignants depuis la prise du pouvoir par l'armée. Outre les assassinats ciblés, on signale également l'enlèvement, le harcèlement et le licenciement illégal des partisans de Zelaya.

Les raisons du coup d'État

Lors de sa réunion avec le Comité régional de l'IE pour l'Amérique latine, organisée en République dominicaine où il vit en exil, Manuel Zelaya a remercié les enseignantes et les enseignants du monde entier pour leur soutien. L'ancien Président a participé à la rencontre qui a eu lieu les 14 et 15 juin à Saint-Domingue et il a profité de cette tribune pour expliquer aux participants les véritables raisons de son éviction du pouvoir.

Zelaya a précisé que, avant le coup d'État, il avait annoncé l'intégration à l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA), et l'entrée en vigueur de politiques monétaires, ainsi que l'instauration de taux de change et de salaires avantageux pour les travailleuses et les travailleurs. Parmi les autres mesures, il a augmenté le salaire des enseignants, octroyé des subventions pour les transports et mis son veto à une loi sur le salaire minimum.

De plus, il a tenté de récupérer la base militaire américaine de Palmerola, située à proximité de la capitale du Honduras, pour la reconvertir en un aéroport civil pouvant accueillir des vols commerciaux internationaux, un projet qui n'a pas vraiment plu au Pentagone, ni aux 600 militaires américains résidant dans la base.

Selon l'ancien Président du Honduras, le coup d'État fut une réponse violente de la part du



De gauche à droite: la Vice-présidente de l'IE, Juçara Dutra Vieira, le Président de la région Amérique latine de l'IE, Hugo Yasky, le Président hondurien évincé, Manuel Zelaya, et le Secrétaire général de l'IE, Fred Van Leeuwen, à Saint Domingue.

Commando Sud des Etats-Unis installé dans cette base militaire locale et qui « s'est associé avec des filiales de multinationales nord-américaines implantées au Honduras pour planifier et orchestrer ce coup fatal porté à la démocratie dans le but de mettre un frein aux processus pacifiques que nous étions en train de mettre en place ».

Une liberté mutilée

L'une des caractéristiques fondamentales du mandat confié à Manuel Zelaya était le rejet de toute forme de domination ou d'ingérence étrangère dans les affaires intérieures du pays. C'est pourquoi il a gouverné en rejetant le Consensus de Washington et s'est opposé aux politiques de récession du Fonds monétaire international ainsi qu'aux oligopoles agricoles et industriels.

L'administration Obama a réagi de manière ambiguë face à la situation au Honduras, condamnant ce qui s'était produit mais sans déclarer officiellement que le renversement du Président Zelaya, le 28

juin, était un coup d'Etat militaire. Une déclaration officielle ratifiée par le Congrès américain aurait obligé à rompre les relations diplomatiques, à refuser les visas aux membres et sympathisants du régime et à suspendre la plus grande partie du soutien économique et militaire au pays. Mais ce ne fut pas le cas.

Selon Zelaya, la protection qu'offrent les Etats-Unis aux instigateurs du coup d'Etat doit être considérée comme « une mise en garde à l'encontre des autres dirigeants latino-américains ; autrement dit, celui qui contribue à l'organisation d'un coup d'Etat sera protégé, couvert et récompensé. Et c'est précisément cette menace qu'il nous faut combattre ».

L'ancien Président a expliqué que les mesures immédiates qui ont été prises par le régime démontrent clairement qu'il s'agit là des véritables raisons de ce coup d'Etat: le nouveau régime a rompu l'alliance du Honduras avec l'ALBA, modifié les politi-

ques monétaires de l'économie, abrogé la Loi de participation citoyenne et modifié la formule de la parité des combustibles, payant ainsi chaque année un excédent de 60 millions de dollars aux importateurs de ces combustibles.

L'IE a condamné avec virulence le coup d'Etat au Honduras et soutient ses organisations membres dans ce pays, lesquelles ont mobilisé les enseignants et les enseignantes pour la restitution du pouvoir démocratique.

Le Comité régional de l'IE a adopté une déclaration de soutien à la lutte pour la démocratie au Honduras, réaffirmant ainsi le contenu d'une résolution adoptée par la Conférence régionale d'Amérique latine en 2009. Plusieurs organisations syndicales latino-américaines ont décidé, à leur tour, de présenter la candidature de Manuel Zelaya au Prix Mary Hatwood Futrell pour les droits humains et syndicaux, qui sera attribué par l'IE durant son Congrès en Afrique du Sud, en juillet 2011. III

Droits humains

Vers des syndicats démocratiques en Asie centrale

Par Sagar Nath

Le programme du Consortium pour les Etats d'Asie centrale de l'IE est destiné à familiariser les élus des syndicats de l'éducation de la région avec leur rôle d'enseignants au sein d'une société démocratique et d'une économie mondialisée. En même temps, l'initiative vient étayer l'importance des droits humains et syndicaux ainsi que le besoin de sensibiliser davantage aux normes internationales sur la main d'œuvre, aux politiques antidiscriminatoires, aux droits des enfants et à d'autres principes chers à l'IE.

Depuis mai 2009, plus de 20 séminaires de formation ont été organisés à l'intention de 686 leaders de syndicats en Ouzbékistan, au Kazakhstan et au Kirgystan.

Le coordinateur régional pour le programme du Consortium de l'IE, Rey Dolo s'est montré très satisfait de l'impact de l'initiative et a expliqué : « Nous avons observé des progrès considérables. Les participants réagissent très positivement aux informations que nous



© IEAP

Des dirigeants syndicaux participent à une session de formation organisée dans le cadre du programme du Consortium pour les Etats d'Asie centrale de l'IE.

leur communiquons, bien que la méthode interactive et participative à laquelle nous faisons appel lors de la conduite de nos séances soit inédite pour nombreux d'entre eux. »

Dolot a également remarqué que le processus n'a pu éviter les détracteurs : « Au début, les syndicalistes recevant la formation se montraient quelque peu soupçonneux et anxieux concernant l'intérêt de l'IE envers leur organisation en raison du modèle de syndicalisme qu'ils ont suivi précédemment mais, petit à petit, ils se sont rendus compte de l'importance des séminaires. Ces derniers les ont aidés à mieux comprendre les principes du syndicalisme, le concept de la direction et des processus de prise de décision démocratiques, et à savoir comment s'approprier leur syndicat et construire l'éducation et la législation du travail du pays. »

Le membre du Bureau restreint de l'IE au programme, Dilafruz Kabinova, a ajouté : « Il faudra du temps avant que l'impact du programme ne se fasse sentir et plus particulièrement les changements de style de direction et de structure, mais nous sommes confiants que les changements viendront car

les activités du Consortium sont énormément citées par les médias. Un enthousiasme se fait sentir chez les dirigeants de la région et il existe une demande de séminaires plus importante. »

Le Président du Trade Union of Education and Scientific Workers of Kyrgyzstan, M. Totogolic, a loué l'efficacité du programme et a déclaré : « Les séminaires ont aidé à nous sensibiliser au syndicalisme démocratique, à la bonne gouvernance, à la transparence et à la responsabilisation. Ils ont également abordé les problèmes de l'éducation dans un contexte d'économie de marché et de décentralisation. Nous avons trouvé que la formation promeut une plus grande participation des femmes et des jeunes dirigeants dans le processus décisionnaire et d'autres activités syndicalistes ».

Totogolic a ajouté : « Cette coopération devrait avoir un impact bien au-delà des séminaires et permettre de s'orienter vers une solidarité internationale et des programmes sur le travail des enfants, l'égalité des genres, les droits humains et des syndicats, devraient être élaborés afin de venir compléter les séminaires déjà existants ». ■■■



Les inscriptions au Congrès mondial de l'IE sont ouvertes



Internationale de l'Éducation
6^e Congrès Mondial

Le compte-à-rebours des 12 mois jusqu'au début du sixième Congrès mondial de l'Internationale de l'Éducation commence et des milliers de participants sont sur le point de s'inscrire. A présent le Président et le Secrétaire général de chaque affilié devraient avoir reçu le code d'ouverture de session et le mot de passe de leur propre organisation. Dès le 27 septembre 2010, ces codes permettront à chaque syndicat membre de se rendre en toute sécurité sur le site des inscriptions et de saisir les noms et les coordonnées de tous les délégués et observateurs qui participeront au Congrès au nom du syndicat.

Une fois cette étape faite, chaque délégué ou observateur en titre recevra automatiquement un courriel qui contiendra son mot de passe et son code d'ouverture de session. Chaque participant doit s'inscrire individuellement en se servant de ces codes et en saisissant ses coordonnées. Entre autres choses, chaque participant pourra voir les manifestations pré-Congrès ainsi que les séances en sous-groupes auxquelles il veut participer, imprimer son programme pour la durée du Congrès et réserver sa chambre d'hôtel, et même de trouver des informations utiles sur la ville.

En cas de problèmes lors de l'inscription, les membres peuvent envoyer un courriel à : congress6@ei-ie.org.

Nous accueillons volontiers vos commentaires concernant le magazine. Veuillez écrire à editor@ei-ie.org

Vous avez fini votre exemplaire de Mondes de l'Éducation ?

Merci de le faire suivre à un ami, ou de le laisser à votre établissement scolaire, de façon à ce que des collègues ou des camarades syndicalistes puissent le lire.



Hormis la section « Invité » et sauf stipulation contraire, les articles de ce magazine sont soumis à la licence Creative Commons Paternité-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage des Conditions Initiales à l'Identique 3.0. Cela signifie que vous êtes libre de copier, de distribuer et d'adapter les textes, dès lors que vous attribuez clairement la source à « Mondes de l'Éducation (ISSN 1810-5629) » et que vous n'en faites aucun usage commercial.

Pour en savoir plus, visitez le site

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/>.

Pour tout usage dépassant le cadre de cette licence, veuillez contacter editor@ei-ie.org.

CALENDRIER

Octobre 2010

- 5** Journée mondiale des enseignants – Au plan mondial
- 7** Journée mondiale pour le travail décent – Au plan mondial
- 12-14** Conférence des Global Unions sur des services publics de qualité – Conseil des Global Unions – Genève, Suisse
- 14-15** Atelier de travail du Réseau des droits syndicaux pour Association des nations de l'Asie du Sud-Est – IE Asie-Pacifique – Bangkok, Thaïlande
- 17** Journée internationale pour l'éradication de la pauvreté – Au plan mondial
- 19-20** Réunion sur la direction des établissements scolaires – EI – Paris, France

Novembre 2010

- 3** Bureau exécutif du Réseau Education et Solidarité – IE – Union nationale des mutualités socialistes, Bruxelles, Belgique
- 18-19** Réunion annuelle sur la coopération au développement – IE – Bruxelles, Belgique
- 22** Conférence régionale paneuropéenne extraordinaire – Bruxelles, Belgique
- 23** Réunion du Comité paneuropéen de la promotion des femmes – Bruxelles, Belgique
- 29-04/12** Conférence régionale de l'IE Afrique – IE Afrique – Brazzaville, République du Congo

Les Mondes de l'Éducation est publié par l'Internationale de l'Éducation, la fédération syndicale mondiale représentant 30 millions d'enseignants et de travailleurs de l'éducation, du pré-scolaire à l'universitaire, dans plus de 171 pays et territoires à travers le monde.

Pour en savoir plus sur l'IE, allez à : www.ei-ie.org.



Internationale de l'Éducation
5 Boulevard du Roi Albert II
1210, Bruxelles, Belgium

Tel.: + 32 2 224 0611
Fax: + 32 2 224 0606
Courriel: headoffice@ei-ie.org

Éditeur responsable: Fred van Leeuwen, General Secretary
Rédacteur: Pav Akhtar
Assistants éditoriaux : Mar Candela, Claude Carroué, Frédéric Destrée
et Timo Linsenmaier.
ISSN: 1810-5637



Imprimé sur papier recyclé

5^{oct} Journée 2010 mondiale des enseignants

guerre
catastrophe naturelle
crise économique
violence à l'école
pandémie
abandon scolaire
guerre
crise économique
violence à l'école
pandémie
abandon scolaire
guerre
crise économique
violence à l'école
pandémie
abandon scolaire

La reconstruction *passé par* les enseignants



Photos de IE (IE, JIU), EducationPhotos.co.uk et Reporters.be

5 octobre www.5oct.org



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación
Bildungsinternationale



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture